

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant placement en congé de formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail

Le [La] ministre [...],

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.2 et L.9 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État ;

Vu le décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics et des ouvriers affiliés au régime des pensions résultant du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 ;

Vu le contrat n° [...] en date du [...] portant engagement de [M. / Mme] [Nom] [Prénom] ;

Vu la demande de l'intéressé[e],

Arrêt[e] :

- Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], agent[e] contractuel[le] de droit public de [...] (catégorie hiérarchique), affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est placé[e] en congé de formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.
- Article 2** : Durant cette période, l'intéressé[e] perçoit l'intégralité de sa rémunération à temps plein, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités de toutes natures afférentes à son emploi, déduction faite du montant des indemnités journalières perçues.
[Il (Elle)] conserve ses droits dans la détermination des avantages liés à l'ancienneté.
[*SI L'AGENT EST A TEMPS COMPLET*]
- Article 2 bis** : Durant cette période, l'intéressé[e] perçoit l'intégralité de sa rémunération, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités de toutes natures afférentes à son emploi, déduction faite du montant des indemnités journalières perçues.
[Il (Elle)] conserve ses droits dans la détermination des avantages liés à l'ancienneté.
[*SI L'AGENT EST A TEMPS INCOMPLET*]
- Article 3** : L'intéressé[e] fournit au chef de service, à l'issue de la formation, une attestation d'assiduité délivrée par le centre ou l'institut de formation agréé.

- Article 4** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 5** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]